

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

14/03/2016

L'UE exprime ses "préoccupations" à l'égard de la situation des droits de l'Homme au Maroc

13/03/2016 - 14:48

L'Union européenne (UE) a exprimé ses "préoccupations" à l'égard de la situation des droits de l'Homme au Maroc, notamment dans le domaine de la liberté d'expression et de la presse, la liberté d'association et de réunion ainsi que la détention dans les prisons.

"L'UE exprime ses préoccupations au sujet des questions relatives aux droits de l'Homme dans le cadre de notre dialogue politique régulier avec les autorités marocaines, et en particulier dans le cadre du sous-comité des droits de l'Homme, la démocratie et la gouvernance", a écrit la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, dans sa réponse samedi aux eurodéputés Juan Carlos Girauta Vidal et Javier Nart qui l'interpellaient sur l'expulsion du Maroc en septembre dernier de l'avocat espagnol Luis Mangrané Cuevas au moment où il s'apprêtait à se rendre dans les territoires sahraouis occupés.

La Haute représentante de l'UE aux affaires étrangères et la politique de sécurité a assuré, à ce titre, que l'Union "suit de près la situation des droits de l'Homme au Maroc", notamment par le biais de sa délégation à Rabat qui est en contact permanent avec les organisations de la société civile, les défenseurs des droits de l'Homme, **le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** et la Délégation interministérielle des droits de l'Homme (DID).

"La question du respect de la liberté d'association et de réunion, la liberté d'expression et des conditions de la détention dans les prisons marocaines sont régulièrement soulevées dans le cadre de notre dialogue politique, en particulier dans le cadre du sous-comité des droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance", a-t-elle encore assuré dans sa réponse à ces eurodéputés qui dénonçaient la suspension par le gouvernement marocain des activités de l'ONG Human Rights Watch.

Cette ONG expose, dans son rapport 2015 sur la situation des droits de l'Homme au monde, un bilan effrayant sur la situation au Maroc en la matière.

Ce rapport pointe du doigt l'existence de pratiques de la torture, de restrictions de liberté d'expression, de presse et de réunion, d'expulsions illégales de migrants, de discrimination, de l'exploitation des enfants ou encore du maintien de la peine de mort.

Persistance des pratiques de torture

La pratique des traitements cruels persiste dans les affaires pénales de droit commun, regrettent ces eurodéputés.

Après s'être rendu au Maroc et au Sahara occidental en décembre 2013, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a conclu que "le système judiciaire marocain pénal repose largement sur les aveux en tant que principale source de preuve à conviction".

Selon les conclusions de ce groupe, cité par l'ONG Human Rights Watch dans son rapport, les plaintes reçues par le Groupe de travail indiquent l'utilisation de la torture par des agents de l'Etat pour obtenir des preuves ou des aveux pendant la phase initiale des interrogatoires.

Les tribunaux et les procureurs "ne respectent" pas l'obligation d'ouvrir d'office une enquête lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire que des aveux avaient été obtenus par la torture et des mauvais traitements.

"L'UE a régulièrement exprimé ses préoccupations au sujet de la situation des détenus dans les prisons marocaines", a encore affirmé Mogherini dans sa réponse à l'eurodéputé Barbara Matera au sujet de torture et d'autres formes d'abus au Maroc.

La chef de la diplomatie européenne a fait savoir également que l'UE a demandé aux autorités marocaines de permettre aux ONG de droits de l'homme d'accéder aux centres de détention.

Par ailleurs, l'UE s'est dite également "préoccupée" par la prolongation du conflit au Sahara Occidental et ses conséquences sur la région, réitérant la position de l'Union en faveur d'"une solution juste, durable et mutuellement acceptable qui garantisse l'autodétermination de la population du Sahara occidental conformément aux principes de la Charte des Nations unies".

<http://www.radioalgerie.dz/news/fr/article/20160313/71421.html>

L'UE exprime ses "préoccupations" à l'égard de la situation des droits de l'Homme au Maroc

BRUXELLES - L'Union européenne (UE) a exprimé ses "préoccupations" à l'égard de la situation des droits de l'Homme au Maroc, notamment dans le domaine de la liberté d'expression et de la presse, la liberté d'association et de réunion ainsi que la détention dans les prisons.

"L'UE exprime ses préoccupations au sujet des questions relatives aux droits de l'Homme dans le cadre de notre dialogue politique régulier avec les autorités marocaines, et en particulier dans le cadre du sous-comité des droits de l'Homme, la démocratie et la gouvernance", a écrit la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, dans sa réponse samedi aux eurodéputés Juan Carlos Girauta Vidal et Javier Nart qui l'interpellaient sur l'expulsion du Maroc en septembre dernier de l'avocat espagnol Luis Mangrané Cuevas au moment où il s'apprêtait à se rendre dans les territoires sahraouis occupés.

La Haute représentante de l'UE aux affaires étrangères et la politique de sécurité a assuré, à ce titre, que l'Union "suit de près la situation des droits de l'Homme au Maroc", notamment par le biais de sa délégation à Rabat qui est en contact permanent avec les organisations de la société civile, les

défenseurs des droits de l'Homme, **le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** et la Délégation interministérielle des droits de l'Homme (DID).

"La question du respect de la liberté d'association et de réunion, la liberté d'expression et des conditions de la détention dans les prisons marocaines sont régulièrement soulevées dans le cadre de notre dialogue politique, en particulier dans le cadre du sous-comité des droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance", a-t-elle encore assuré dans sa réponse à ces eurodéputés qui dénonçaient la suspension par le gouvernement marocain des activités de l'ONG Human Rights Watch.

Cette ONG expose, dans son rapport 2015 sur la situation des droits de l'Homme au monde, un bilan effrayant sur la situation au Maroc en la matière.

Ce rapport pointe du doigt l'existence de pratiques de la torture, de restrictions de liberté d'expression, de presse et de réunion, d'expulsions illégales de migrants, de discrimination, de l'exploitation des enfants ou encore du maintien de la peine de mort.

Persistance des pratiques de torture

La pratique des traitements cruels persiste dans les affaires pénales de droit commun, regrettent ces eurodéputés.

Après s'être rendu au Maroc et au Sahara occidental en décembre 2013, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a conclu que "le système judiciaire marocain pénal repose largement sur les aveux en tant que principale source de preuve à conviction".

Selon les conclusions de ce groupe, cité par l'ONG Human Rights Watch dans son rapport, les plaintes reçues par le Groupe de travail indiquent l'utilisation de la torture par des agents de l'Etat pour obtenir des preuves ou des aveux pendant la phase initiale des interrogatoires.

Les tribunaux et les procureurs "ne respectent" pas l'obligation d'ouvrir d'office une enquête lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire que des aveux avaient été obtenus par la torture et des mauvais traitements.

"L'UE a régulièrement exprimé ses préoccupations au sujet de la situation des détenus dans les prisons marocaines", a encore affirmé Mogherini dans sa réponse à l'eurodéputé Barbara Matera au sujet de torture et d'autres formes d'abus au Maroc.

La chef de la diplomatie européenne a fait savoir également que l'UE a demandé aux autorités marocaines de permettre aux ONG de droits de l'homme d'accéder aux centres de détention.

Par ailleurs, l'UE s'est dite également "préoccupée" par la prolongation du conflit au Sahara Occidental et ses conséquences sur la région, réitérant la position de l'Union en faveur d'"une solution juste, durable et mutuellement acceptable qui garantisse l'autodétermination de la population du Sahara occidental conformément aux principes de la Charte des Nations unies".

<http://www.aps.dz/monde/38404-l%E2%80%99ue-exprime-ses-pr%C3%A9occupations-%C3%A0-l%E2%80%99gard-de-la-situation-des-droits-de-l%E2%80%99homme-au-maroc>



مائدة

نظمت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرشيدية - ورزازات بتنسيق مع جمعية المهرجان للتربية والثقافة بتنجداد، السبت، مائدة مستديرة حول موضوع «العنف ضد النساء» من خلال مذكرة المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول مشروع القانون المتعلق بمحاربة العنف ضد النساء. ويروم هذا اللقاء، المنظم بمناسبة اليوم العالمي للمرأة بمشاركة نساء وفعاليات من المجتمع المدني والحقوق بالمنطقة، تسليط الضوء على ظاهرة العنف ضد المرأة وانتهاك لحقوق الإنسان الأساسية والتعريف بمقتضيات القانون الدولي لحقوق الإنسان الرامية إلى حماية حقوق المرأة، مع التعريف بدور المجلس الوطني لحقوق الإنسان في تتبع وضعية المعتقات والنهوض بها، بما يكفل إعادة تأهيلهم وإدماجهم داخل المجتمع.

خلال اللقاء الأول للمرصد المغربي للمجتمع المدني

اليزمي: جل أجنادات التكوين في المغرب تطرحها الهيئة الشريكة الأجنبية

العلوي: المرصد سيقدم على رأس كل سنة تقريرا حول المجتمع المدني

المصالححي: المغرب استكمل مؤسسة الديمقراطية التشاركية مع الدستور الجديد

بوعياش: المجتمع المدني المغربي تواجهه تحديات كثيرة

البيجاوي: يجب إعمال الذكاء لإنتاج النصوص التشريعية المواكبة للمجتمع المدني

2016

● عبد الله اموش



شدد الدريس اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، على ضرورة التكوين المستمر للمجتمع المدني وفق أجنادات وطنية، موضحا أن جل أجنادات التكوين في المغرب تطرحها الهيئة الشريكة الأجنبية، قائلا: «لقد حان الوقت من أجل طرح قضية التكوين كقضية جدية وطرح الإمكانات المتاحة لدينا»، مشيرا إلى أن الشركاء الدوليين في قمة المناخ المزمع تنظيمها بالمغرب لهم أجنادات تمتد إلى ما بعد كوب 22، مستائلا «أين أجنادات المغاربة والعرب حول القمة؟».

ووصف اليزمي، في اللقاء الأول حول المجتمع المدني، نقله أول أمس السبت، المرصد المغربي للمجتمع المدني بالرباط، المجتمع المدني بالوحي حركة جموعية في جنوب محيط المتوسط، مستتركا بأن الحركة الجموعية مزقة ومحلية بنسبة 93 بالمائة، داعيا إلى تشجيع المجتمع المدني بما يؤدي إلى إحداث تأثير مجتمعي.

وطالب اليزمي، بضرورة تعزيز إمكانات التمويل الوطني وتشجيع العمل الطوعي، بالإضافة إلى تعزيز القدرات العلمية للفاعلين الجموعيين باعتبار أن تحليل السياسات العمومية يتطلب قدرات وخبرات لا يستعاض عنها بمجرد التوفر على القيم، مذكرا أن ما بين مذكرات إصلاح العدالة موضحا أن ما حكم مذكرات إصلاح العدالة القليلة هي الخبرة.

ودعا اليزمي، في مداخلة حول «دور المجتمع المدني في وضع التشريعات الوطنية»، إلى ضرورة توقع المجتمع المدني المغربي على الساحة الدولية وكذا المحلية، وإلى ملاحقة تجويد ما يقدمه الفاعل المدني المغربي من تقارير إلى المنتظم الأممي، رافضا تحويل قمة المناخ بمراكش إلى عرس دولي، بل إلى محطة لإخراج مخططات جوية للدفاع عن البيئة على المستوى المحلي.

من جهته، حذر مولاي إسماعيل العلوي رئيس المرصد المغربي للمجتمع المدني، من السقوط في أحضان دعوات التحلل عن الديمقراطية بسبب التذمر من

المسار الديمقراطي في المغرب، قائلا: «حداري من أن نستنتج أن الديمقراطية لا تليق بنا، موضحا أن المجتمع المدني بالمغرب تقوى في ظروف صعبة خصوصا في عهد سنوات الرصاص، مشددا على أنه سيخضع نفسا قويا مع الدستور الجديد الذي أكد على أهمية المجتمع المدني وتفعيل مشاركة في الشأن العام».

وأكد العلوي، أن المجتمع المدني ليس وليد السنوات الأخيرة، موضحا أن المغرب عرف عدة أشكال ما يطلق عليه «أمازيغيا» «توزيعا»، علاوة على منظمات في العشرينيات خلال فترة الحماية وبعد الحماية عملت على إنشاء المدارس الحرة» بالإضافة إلى هيئات عملت على القيام بعدة خدمات خصوصا في عهد التتويج الهيكلي متجسدا في التعاونيات وغيرها، موضحا أن المرصد خصوصا للمجتمع المدني سيقدم على رأس كل سنة تقريرا

حول المجتمع المدني سيضمن حولا مقترحة.

بدورها، أكدت أمينة بوعياش الكاتبة العامة للبيدالية الدولية لرابطات حقوق الإنسان، أن المجتمع المدني المغربي تواجهه تحديات كثيرة على مستويين الأول ذاتي يتعلق بوقوف الجمعيات أمام حقوق جديدة لم يكن لها عهد بها خصوصا تقديم العرائض والمتمسكات وغيرها فيما كانت الوسائل السابقة محصورة في البيئات والتقاير والإحتجاج.

وأوضحت بوعياش في مداخلة حول «انتظارات الفاعلين الجموعيين من مسار تفعيل وتعزيز الديمقراطية التشاركية»، أن المستوى الثاني من التحديات هو تحدي موضوعي يتعلق بتأصيل المشاركة والمساهمة في القناتية القرارات وتطوير العلاقة بين السلطات، قائلة إن السلطات يستجد نفسها مستقبلا أمام تحد

داعيا إلى يجب إعمال الذكاء في إنتاج النصوص التشريعية المواكبة للمجتمع المدني.

وأوضح عبد الرحيم المصالححي عضو المرصد ورئيس الجمعية المغربية للعلوم السياسية، أن المغرب استكمل مؤسسة الديمقراطية التشاركية مع الدستور الجديد، مضمنا أن ذلك تأتي بوجود ثلاثة مكونات الأول وجود مبادئ منشئة للحقوق، ثانيا إتيان إنجاز الحقوق كالعرائض والمتمسكات وهيئات التشاور، ثالثا وجود مؤسسات كالمجلس الاستشاري للشباب والعمل الجمعي ووزارة مهمة بالموضوع. وانتقد المصالححي ما سماه بالسلف المنخفض الذي منحه مشروعا القانونيين التنظيميين تقديم العرائض والمتمسكات للجمعيات والمواطنين داعيا إلى استدراك ذلك أثناء عرضها في مجلس المستشارين.

بمناسبة اليوم الوطني للمجتمع المدني ينظم المرصد الوطني للمجتمع المدني اللقاء الأول حول المجتمع المدني حول موضوع: آليات الديمقراطية التشاركية بين المسار التشريعي وانتصارات الفاعلين يوم السبت 12 مارس 2016 ابتداء من الساعة الثالثة زوايا بقرجة الرباط سلا القنيطرة



خلال يوم دراسي حول تشغيل السجناء بالرباط

أجر عمل السجناء 20 درهما فقط و3000 سجين «مختل عقليا»

● عبد الرحيم بلشقر 6/3/2016

كشفت المندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج، عن أرقام ومعطيات متعلقة بوضعية المقيمين وراء جدران المؤسسات السجنية، خلفت انتقادات بعض المتدخلين خلال أشغال اليوم الدراسي حول تشغيل السجناء الذي نظمته مندوبية السجون، يوم الخميس الماضي بالرباط.

وجاء في ورقة «الأهداف والتحديات والإشكاليات المطروحة حول تشغيل السجناء»، التي قدمها ممثل عن المندوبية العامة لإدارة السجون وإعادة الإدماج، وجود حوالي 3 آلاف سجين يعاني من خلل عقلي، موزعين على مختلف المؤسسات السجنية عبر التراب الوطني.

وفيما يخص المستوى الدراسي لسكانة السجون، أظهرت نفس المعطيات أن 92 بالمائة من مجموع السجناء المحكومين بعقوبة نهائية تتراوح أعمارهم ما بين 18 و50 سنة، وأن 90 بالمائة منهم يقل مساره الدراسي عن المستوى الإعدادي، و40 في المائة منهم مدانون بعقوبة متوسطة وطويلة الأمد، وأن ثلث السكانة السجنية المحكومون نهائيا متزوجون وفي حاجة إلى توفير دخل مادي لإعالة أسرهم.

وفيما يتعلق بنوع الجنس عند المعتقلين المحكومين بعقوبة نهائية، أشارت الأرقام إلى وجود حوالي 1519 امرأة وراء القضبان.

كما بينت نفس المعطيات أن 5561 من السجناء المحكومين نهائيا عاطلون عن العمل ولم يزاووا الشغل في السابق، و6 آلاف و691 مستخدمون في القطاع الخاص، وحوالي 250 متقاعد، فيما تشكل «المهن الحرة» النسبة الأكبر



من وظائف تزلأ المؤسسات السجنية.

درهما لليوم، إذ اعتبر النقيب عبد الرحيم الجامعي، رئيس المرصد المغربي للسجون، في مداخلة له بالمناسبة، أن هذا المبلغ «زهيد» وينطوي على استغلال لمجهود الإنسان.

وانتقد الجامعي «توظيف بعض المعتقلين في «عمل السخرة»، معتبرا أن «المواد من 35-45 من القانون المنظم للسجون وبعض المراسيم المرتبطة «غير مقبولة» و«غير مشرفة» لأنها تعتبر السجن مجرد «سخان» لدى الإدارة داخل فضاء الاعتقال، مضيفا بأن «المواد المشار إليها من قانون السجون تعطي سلطة مطلقة للإدارة».

وشدد الجامعي على ضرورة الأخذ بعين الاعتبار أربع منطلقات في مشروع التشغيل لفائدة

ودعا متدخلون في أشغال اليوم الدراسي الذي شكل انطلاقة حوار عمومي من أجل تجميع المقترحات المتعلقة بتهييء الإطار القانوني لتشغيل السجناء، إلى الأخذ بعين الاعتبار الوضعية الصحية والعمرية والتعليمية والنفسية واهتمامات المعتقلين عند برمجة مهن وحرف داخل المؤسسات السجنية، ومراعاة طبيعة الجرائم المدان بها السجناء من أجل اقتراح البرنامج الملائم لكل فئة من السجناء.

ومن بين المعطيات التي أثارَت ملاحظات المتدخلين، كتلة أجر العمل بالنسبة للسجناء والتي حددها «مشروع قانون تشغيل السجناء» في 20

السجناء، أولها «إرادة سياسية واضحة تروم الارتقاء بعالم السجن واعتبار التشغيل حق للزجين شأنه كشأن كل مواطن، طبقا للمادة 31 من الدستور»، والمنطلق الثاني هو «مراجعة السياسة الجنائية العقابية، معتبرا أنه لا يمكن نهائيا الحديث عن التأهيل أو الإدماج أو فتح فرص الشغل والعمل وسط الفضاء السجني، إلا إذا تم تغيير نمط السياسة الجنائية والسياسة العقابية».

ويتعلق المنطلق الثالث، يضيف الجامعي، ب«ربط مجال حقوق الشغل داخل المؤسسات السجنية بمجال حقوق الإنسان. وذلك ببناء منظومة حقوقية تقتضي الاستجابة إلى المعايير التي صانق عليها المغرب والواردة في دستور 2011، والمتعلقة في المساواة وعدم التمييز والمس والسلامة البدنية والعقلية، والقواعد النموذجية في الاتفاقيات والعهود الدولية»، أما المنطلق الرابع فيتناول في «إيجاد آلية المراقبة السجنية السجنية عن طريق المندوبية بدون تدخل أي جهة تفتيشية أخرى، تتكلف بمراقبة مدى احترام شروط العمل، وتفعيل الآلية الوطنية لمراقبة أماكن الاحتجاز».

من جانبه أوصى عبد الحق الدوق المكلف بحقوق الإنسان بالمؤسسات السجنية عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بإيجاد صيغة قانونية نموذجية تراعي وضعية الأحداث والنساء والأشخاص في وضعية إعاقة والمهاجرين الأجانب، وتكريس الحقوق المادية والاجتماعية للسجناء خلال تشغيلهم وتكريس السلامة الصحية ومراعاة الوضعية النفسية، واقترح المتحدث تصيغ القانون المنظم للسجون مبادئ قواعد «نيلسون مانديلا» النموذجية لمعاملة السجناء، وتكريس الكرامة والمساواة ومناهضة التمييز ضد المرأة في مشروع تشغيل ساكنة السجون.



مجلس جهة الداخلة وادي الذهب يعبر عن استنكاره الشديد للتصريحات «المجانبة للصواب وغير المحايدة» لبان كي مون

9334/7

عبر مجلس جهة الداخلة وادي الذهب، أول أمس السبت، عن استنكاره الشديد واندهاشه العميق للتصريحات «المجانبة للصواب وغير المحايدة» للأمين العام للأمم المتحدة بان كي مون حول الصحراء المغربية والتي تمس مشاعر الشعب المغربي قاطبة. وحمل المجلس الجهوي، في بيان صدر خلال دورة استثنائية طارئة عقدها بخصوص تصريحات الأمين العام الأممي بان كي مون الأخيرة حول الصحراء المغربية، المسؤولية عن ما آل إليه ملف الوحدة الترابية للمملكة ودخوله النفق المسدود، بعدما انحرف فيه المغرب بجدية. وأثار المجلس انتباه الدول الدائمة العضوية في مجلس الأمن، إلى الأخطاء الجسيمة التي ارتكبتها الأمم العام للأمم

المتحدة والمعاكسة لقرارات مجلس الأمن ومخالفته لمبادئ القانون الدولي وميثاق الأمم المتحدة لتساهله المدان مع كيان وهمي يفتقد لمقومات الدولة المعترف بها في القانون الدولي، ومحاولته تهديد أمن واستقرار المنطقة. وأكد البيان أن المبادرة الطموحة والشجاعة التي قدمها المغرب، والتي وصفت بالجدية والمصادقية من طرف القوى الفاعلة في المنتظم الدولي، بشأن تمكين الأقاليم الجنوبية للمملكة من حكم ذاتي في إطار السيادة المغربية تشكل أقصى صور تقرير المصير. وجدد المجلس الجهوي دعمه لمبادرة الحكم الذاتي في إطار سيادة المملكة ووحدتها الوطنية والترابية باعتباره الحل

السياسي الوحيد الذي لا محيد عنه الكفيل بإنهاء الصراع المفتعل في الصحراء المغربية يضمن الأمن والاستقرار والتنمية بالمنطقة. كما أكد المجلس الجهوي انحراطه المتواصل وتجنده الدائم في كل ما يتخذه جلالة الملك محمد السادس نصره الله من تدابير وخطوات من أجل صيانة وتثبيت الوحدة الترابية والوطنية للمملكة، والحفاظ على الأمن والاستقرار وحقوق الإنسان بالمنطقة. وسجل البيان أن مجلس جهة الداخلة وادي الذهب، وهو يعقد دورته الاستثنائية الطارئة في جو من الحماس والتعبئة الوطنية الشاملة، في ظل المنعطف التاريخي الخطير الذي يعرفه مسار قضية

الوحدة الترابية، بعد تصريحات الأمين العام للأمم المتحدة التي تعتبر سابقة في تاريخ الأمم المتحدة، وتشكل انحرافا خطيرا عن ميثاق الأمم المتحدة المؤسس أساسا لحفظ السلم والأمن الدوليين، أعرب عن استنكاره الشديد للرأي العام الوطني والدولي عن هذه الانزلاقات اللفظية في حق الوحدة الترابية والوطنية للمغرب. حضر هذه الدورة الاستثنائية الطارئة على الخصوص، والي الجهة، وعامل إقليم أوسرد، وأعضاء المجلس الجهوي، ورؤساء الغرف المهنية، وشيوخ تحديد الهوية، ورئيس اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان، ومسؤولو الإدارة الترابية، ورؤساء المصالح الخارجية، وفعاليات المجتمع المدني.

معتقل يتهم حارس سجن في خربكة بتعذيبه.. والإدارة تنفي

الأحد 13 مارس 2016 - 12:45

رفعت أسرة الحسين لكرام، المعتقل احتياطيا بالسجن المحلي 2 بخربكة، دعوى قضائية ضد أحد حراس المؤسسة السجنية، متهمه إياه بالاعتداء على ابنها وتعذيبه، ما أثار استنكار هيئات حقوقية أعلنت دخولها على الخط لمؤازرة الضحية، والمطالبة بتحديد المسؤوليات ومعاينة المتورطين في الواقعة.

لكرام جامع، شقيق المعني بالملف، قال إن الحسين كان يسوق دراجته النارية، بعد تناوله كمية من الخمر وصفها بالبسيطة، قبل أن يوقفه عنصران من فرقة الدراجين بأمن خربكة، ولما تبين أن سائق الدراجة في حالة سكر، ولا يتوقّر على وثيقة التأمين، قاما باعتقاله ووضع رهن تدابير الحراسة النظرية لمدة 48 ساعة.

وأضاف المتحدث أن الموقوف أحيل على أنظار النيابة العامة بعد انتهاء فترة الحراسة النظرية، حيث طُلب بأداء كفالة مقابل متابعته في حالة سراح، قبل أن يأمر نائب وكيل الملك باعتقال الحسين بسبب عدم توفره على المال لأداء الكفالة، وإحالتة على السجن المحلي 2 بخربكة، في أفق تقديمه أمام القضاء بعد يومين.

وأوضح جامع لكرام أن الأسرة تفاجأت بالحالة غير الطبيعية التي بدا عليها الحسين خلال عقد جلسة المحاكمة، حيث تظهر عليه آثار التعذيب من خلال العينين المتورمتين، واليدين المجرحتين، إضافة إلى ارتخائه وسكونه الغريب، ما أثار استنكار أفراد أسرته الذين حضروا الجلسة.

المتحدث ذاته أشار إلى أنه انتقل رفقة والدته إلى السجن، صباح اليوم الموالي، من أجل استفسار مدير المؤسسة السجنية عن ظروف إصابة شقيقه، فأخبرهم المسؤول أن المعني بالأمر كان يضرب رأسه مع القضبان الحديدية خلال فترة اعتقاله، وأنه في حاجة إلى زيارة طبيب نفسي.

وسرد شقيق الضحية، في تصريحه لهسبريس، حوار مع مدير السجن الذي استدعى المعني بالأمر إلى مكتبه، حيث عاين الشقيق ووالدته آثارا بادية على مختلف أنحاء جسمه، مشيرا إلى أن "ضرب القضبان الحديدية من شأنه أن يصيب الجبهة بجروح، وهو ما لا يوجد له أثر على رأس الضحية"، يورد جامع لكرام.

واستجابت المحكمة لطلب السراح المؤقت الذي تقدّمت به عائلة الموقوف الذي نُقل إلى المستشفى الإقليمي الحسن الثاني، حيث خضع لفحوصات، حصل على إثرها على شهادة طبية تُثبت مدة العجز في 60 يوما، "إثر إصابته بجروح وكدمات في أنحاء متفرقة من جسمه، وكسر في إحدى يديه بسبب تصفيده، مع إحساسه بالآلام على مستوى الأضلع"، بحسب شقيق الضحية.

وطالبت أسرة الحسين لكرام، من خلال شكايتها المقدّمة من طرف أحد المحامين ضد حارس ومدير المؤسسة السجنية، بضرورة "إنصاف الضحية، ومعاينة المتورطين في عملية التعذيب، حتى يتم وضع حدّ للاعتداءات التي تطال السجناء والمعتقلين"، بحسب تصريح جامع لكرام.



وأصدر المركز المغربي لحقوق الإنسان- فرع وادي زم بيانا في الموضوع، يعبر من خلاله عن "إدانتته الشديدة للتعذيب الممنهج المستعمل من طرف بعض حراس السجون بصفة عامة، وبصفة خاصة الجريمة النكراء التي تعرض لها الحسين لكرام، وتضامنه المطلق معه"، مطالبا الوكيل العام لدى محكمة الاستئناف بخريكة بفتح تحقيق عاجل مع جميع الأطراف المتورطة في تعذيب السجنين.

الجمعية المغربية لحقوق الإنسان بخريكة أصدرت، بدورها، بيانا لمطالبة كل من رئيس الحكومة، ووزير العدل والحريات، والوكيل العام للملك لدى محكمة الاستئناف بخريكة، والمندوب العام لإدارة السجون وإعادة الإدماج، و**رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان**، ب"إيلاء هذا الملف ما يكفي من العناية والاهتمام، في اتجاه إنصاف الضحية ومعاقبة الجناة وفق القانون، وكل حسب درجة مسؤوليته عن هذا الجرم الشنيع"، وفق البيان.

في المقابل، أفاد مصدر من إدارة المؤسسة السجنية بأن المعني بالأمر بدا في حالة عادية خلال اليوم الأول والثاني من دخوله السجن مع باقي المعتقلين احتياطيا، قبل أن يدخل في حالة هستيرية، حين شرع في الصراخ وضرب رأسه ويديه، مطالبا الحراس بضرورة مده بمسكّر "ماء الحياة"، حيث تبين ساعتها أنه مدمن على شرب ذلك المشروب الكحولي بشكل شبه يومي.

وأضاف المصدر ذاته أن الحراس عرضوا المريض على الطبيب الذي تأكد من درجة إدمانه على شرب "ماء الحياة"، قبل أن يحيله على قسم الأمراض النفسية والعصبية بالمستشفى العمومي، حيث خضع للفحوصات الطبية، وأخذ أدوية ساهمت في استعادة هدوئه الطبيعي، لكن أسرته ذهبت في الطرح الذي يضع حراس السجن في قفص الاتهام، مؤكدا أن المعني بالأمر لم يتعرض أبدا للتعذيب أو التعنيف داخل المؤسسة السجنية.



فاعلون يشيدون بدور المجتمع المدني في النهوض بسياسات الهجرة

ماجدة أيت لكتاوي الاثني 14 مارس 2016 - 14:00

أجمع المتدخلون خلال الجلسة الافتتاحية للدورة الثالثة للمنتدى السنوي للهجرة، حول موضوع: "سياسات الهجرة، أي دور للمجتمع المدني؟"، على أهمية المجتمع المدني ودوره الرائد في تنفيذ وتنزيل المشاريع التشاركية المنجزة في إطار السياسة الجديدة للهجرة واللجوء، التي اعتمدها المملكة المغربية قبل زهاء 3 سنوات.

الوزير المكلف بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة، أنيس بيرو، اعتبر أن المنتدى السنوي الثالث للهجرة، المتزامن مع السنة الثالثة لانطلاق السياسة الجديدة للهجرة بالمغرب، "موعد سنوي لتحرير المعطيات وتقييم مدى تحقيق أهداف هذه السياسة، ومناسبة كذلك لتعميق النتائج والتجارب وتقييم الممارسات والوقوف على بعض مظاهر الفشل، والعمل على تفادي أسبابه"، متابعا بالقول: "من هنا تأتي أهمية إشراك المجتمع المدني، قصد إنجاح السياسة الجديدة للهجرة الرامية إلى تحقيق أحلام آلاف الأشخاص".

بيرو، الذي كان يتحدث صباح اليوم الاثني بالرباط، أكد أن المجتمع المدني حيوي ونشط، معتبرا عمله ونشاطه مؤشرا على نشاط المجتمع المغربي ككل، كما لفت إلى أن الإستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء بالمغرب حديثة العهد؛ ويتطلب تحقيق نتائجها عشرات السنين، مستطردا بالقول إنها "قطعت أشواطاً مهمة في تنفيذها على أرض الواقع"، ويعود الفضل في ذلك "للمقاربة التشاركية تجاه الفاعلين المدنيين والخبراء المنخرطين بحماس في هذا الورش".

وأفاد المتحدث ذاته بأن عددا كبيرا تمت تسوية وضعياتهم القانونية بفضل بصمات المجتمع المدني، بالإضافة إلى أن الجمعيات كان لها دور مهم في وضع مراسيم القوانين، كمحاربة الاتجار بالبشر على سبيل المثال، معربا عن أمله في أن يخرج المنتدى بمقترحات عملية وإيجابية تجاه عشرات الآلاف من الأشخاص الذين ينتظرون بترقب ما الذي ستفضي له أشغال هذه الدورة، معلنا استعدادده مواكبة أي عمل من شأنه المساهمة في تمكين المجتمع المدني من أداء أدواره بفعالية.

من جهته، قال إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، إن المجتمع المدني انخرط قبل سنوات عديدة في البحث عن سياسات الهجرة ودعم المهاجرين ومناقشة القضايا المتعلقة بهم، قبل اعتماد هذه السياسة الجديدة، والتي أخذت منحى مؤسساتيا، مشيرا إلى أن 24 جمعية تعنى بقضايا الهجرة والمهاجرين باتت تشتغل بشكل قانوني، داعيا إلى تعزيز فعاليات المجتمع المدني، ومنحها الموارد المالية، وتكوين مواردها البشرية، وافتتاحها إلى أن المجلس الوطني مهم أكثر بتعزيز هذه السياسة على المستوى القريب.

ودق اليزمي ناقوس الخطر بخصوص تدرس الأطفال من أبناء المهاجرين، وهي القضية التي لم يتم التعامل معها بشكل سريع، بحسبه، قائلا: "لا يمكن القول إننا حققنا نتائج مهمة في هذا الميدان، وعلينا الدفع أكثر لدعم الأعمال الإنسانية والجمعيات الخيرية"، داعيا إلى شراكة تجمع البلدان التي تشتغل على قضايا المهاجرين وطالبي اللجوء.



إلى ذلك، قال مستشار الشؤون الخارجية، نائب المدير المكلف بمساعدة والنهوض بقضايا السنغاليين المقيمين بالخارج، إن تدفق المهاجرين يشكل أولوية بالنسبة للسنغال، لافتا إلى وجود أزيد من 300 ألف مهاجر في وضعية غير شرعية بهذا البلد الإفريقي، بالإضافة إلى أن 154 ألف شخص نزحوا نحو الضفة الأخرى بسبب النزاعات والحروب، وأكثر من 22 ألف شخص فقدوا حياتهم في البحر الأبيض المتوسط، مع آلاف آخرين ماتوا بسبب العبور نحو الولايات المتحدة أو دول أخرى، مؤكدا على حاجة السنغال إلى تعزيز دور المجتمع المدني لمواكبة شؤون المهاجرين وقضاياهم.

وأثنى المتحدث ذاته على تجربة المغرب الذي استطاع أن يقفز قفزة نوعية في هذا المجال، وعمل على إنجاح سياساته الخاصة بالهجرة، مؤكدا حرص الوزارة السنغالية على التعاون مع البلدان المتقدمة في هذا المجال، والاستفادة من تجاربها، ومشددا على ضرورة تعاون المنظمات والجمعيات من البلدين.

تكريم الممثلة التطوانية منال الصديقي بطنجة

أضيف في 14 مارس 2016 الساعة 39 : 01

تخليدا لليوم العالمي للمرأة: الأستاذة نفيسة أزلاي والممثلة المغربية منال الصديقي تكريمان بطنجة

نظم منتدى حقوق الانسان لشمال المغرب بتنسيق مع جمعية توازة لمناصرة المرأة، والمركز المغربي للبحث والتنمية، وشبكة فضاء للمواطنة، واتحاد العمل النسائي، وجمعية 100 في المائة أمهات، وجمعية صديقات وأصدقاء ماستر النوع، وجمعية أمانة، يوم السبت 12 مارس 2016 بفندق أمنية بطنجة، ندوة تحت شعار " من أجل إرساء وتعزيز مبدأ المساواة والقضاء على الميز القائم على النوع الاجتماعي ".

وقدم الاستاذ عبد الله أونير في هذه الندوة التي جاءت تخليدا لليوم العالمي للمرأة، قراءة تحليلية لمضامين تقرير **المجلس الوطني لحقوق الانسان** حول " وضعية المساواة والمناصفة بالمغرب "، بدءًا بالممارسة الاتفاقية والمفارقة القانونية، وكل يتعلق بالعمل التشريعي ما بعد الدستور، وإدراج مبادئ عدم التمييز والمساواة والمناصفة ضمن المنظومة القانونية والوطنية، وولوج المرأة إلى العدالة، والعنف والصور النمطية القائمة على النوع، مروراً بمبدأ المساواة والمناصفة في الحقوق الاقتصادية والاجتماعية وكل ما يخص الصحة الانجابية والإعمال المتساوي والمنصف للحق في تعليم ذي جودة عالية مدى الحياة، والحق في عمل مأمور لائق، والمشاركة في الحياة السياسية والعامية، وصولاً إلى السياسات العمومية وآثارها على النساء الأكثر عرضة لانتهاك حقوقهن، كالنماذج والحكامة التي يتركز عليها عمل السلطات العمومية، والنساء الأكثر عرضة لانتهاك حقوقهن: كالنساء المسنات الفقيرات، والنساء في وضعية إعاقة، والأمهات العازبات، والفتيات والنساء عاملات البيوت، والنساء السجينات.

ووقف الأستاذ أونير على الاشكالات التي تخص العمل التشريعي بعد الدستور، والازدواجية بين القانون والاتفاقيات، معتبرا أن الوضع خطير وغير سليم من الناحية القانونية والحقوقية، في ظل وجود نصوص وقوانين مخالفة للدستور، وتعارض النصوص الدنيا مع الدستور الذي يعد أسمى قانون تنظيمي بالبلاد. كما دعا إلى ضرورة إعادة النظر في إشكالية الثوابت ودستورية القوانين باعتبارها إشكالية حقيقية تستدعي التدخل وتحديد هذه الثوابت، وإلغاء النصوص التي تخالف الدستور لاسيما المتعلقة بالمساواة.

من جهتها تساءلت الأستاذة سعاد الشنتوف في مداخلتها الموسومة بعنوان " المساواة بين الجنسين في المغرب: بين أحكام الدستور والمعايير المتضمنة في اتفاقية سيداو "، عن ما إذا كان واقع حال مبدأ المساواة بين الجنسين بالمغرب يعكس أحكام الدستور وينسجم مع المعايير المتضمنة في اتفاقية السيداو، وعن ما إذا كان يستجيب لتطلعات الحركات النسائية الوطنية.

واعتمدت الأستاذة سعاد الشنتوف في مداخلتها على الإطار المعياري والمفاهيمي باعتبارهما مدخلان يضعان المغرب على محك أحكامه الدستورية والمعايير المتضمنة في الاتفاقيات الدولية التي صادق عليها المغرب لتقديم إجابات عن أسباب النكوص والتراجع المحدث .

وقالت الشنتوف بأن أحكام الدستور غير مفصلة وظلت إطارا عاما للاشتغال وفي حاجة إلى استصدار قوانين تنظيمية أخرى تعبر عن الإرادة السياسية للحكومة للقضاء على أشكال التمييز والنهوض بوضعية النساء والوصول إلى المساواة بين الجنسين.

وسجلت الأستاذة الشنتوف من خلال قراءتها للإحصاءات الصادرة عن المجلس الاقتصادي والاجتماعي - حيث اعتبرته تقريرا لا يقل أهمية عن تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان- حول مسألة التفاوت بين الجنسين تراجع المغرب بنسب مهمة؛ الشيء الذي يضع الحكومة موضع المساءلة عن أسباب تفاقم اللامساواة بالمغرب في ظل الدستور الذي ينص على المساواة بين الجنسين، بالإضافة إلى غياب قانون يمنع العنف والتمييز ضد النساء ويعاقب عليه، وعدم وجود بحوث علمية دقيقة تشخص واقع اللامساواة، وصعوبة ترجمة كل ما هو منصوص في الدستور إلى واقع.

وتأتي هذه الندوة حسب المنظمين في سياق الخراط المغرب في عدد من الاتفاقيات الدولية ومن أبرزها اتفاقية مؤتمر بكين " للقضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (السيداو)، والتي تنص على أن " التنمية التامة والكاملة لبلد ما ورفاهية العالم، وقضية السلم، تتطلب أقصى مشاركة ممكنة من جانب المرأة على قدم المساواة مع الرجل في جميع الميادين"، وفي ظل الدستور المغربي 2011 الذي ينص على أن المغرب " يتركز على مبادئ المساواة وتكافؤ الفرص والعدالة الاجتماعية" في أبرز فصوله 19 و 31 منه.

وحسب المنظمين فإنه بالرغم من التزامات المملكة المغربية الواردة في دستور يوليو 2011

وصعود حكومة جديدة أعلنت التزامها بمواصلة الأوراش الإصلاحية المفتوحة وفق التزامات المغرب في مجال مناهضة العنف والتمييز كورش التنمية المستدامة، ومقاربة النوع، وخلايا العنف وغيرها، إلا أن الإرادة السياسية وطبيعة السياسة العمومية المتبعة لم تنجح في إدماج المرأة في الاقتصاد والوطني وظلت الأوضاع الوطنية يطبعها التجميد المتعمد لالتزامات الدولة وعدم تفعيل مقتضيات الدستور في مجال الحقوق الاقتصادية والثقافية والمدنية والسياسية.

كما سجل المنظمون في بيانهم المشترك قلقهم اتجاه وضعية المرأة المغربية والريفية بالتحديد في ظل الأوضاع المتسمة بالتراجع والتدهور المستمر على كافة المستويات، وفي مشهد سياسي يطبعه التوتر ومناخ عام يشهد هجوما على المكتسبات الحقوقية الإقليمية ووطنيا ومحليا، كما حملوا المسؤولية الكاملة للدولة المغربية لضمان وحماية الحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية للمرأة، وتفعيل كل التوصيات الداعية إلى إرساء وتعزيز مبدأ المساواة والمناصفة، ودعوا إلى تمكين المرأة للاضطلاع بأدوارها في المجتمع، وضرورة إزالة كل المعوقات التي تحول دون قيامها بهذه الأدوار ووصولها إلى مواقع صنع القرار، وتنزيل مقتضيات الدستور الخاصة بالمساواة بين الجنسين ومطالبة الدولة بسن قوانين لحماية النساء من العنف والتمييز وتجرم التحرش، والإسراع إلى إخراج هيئة المناصفة ومحاربة كل أشكال التمييز وضمان مبدأ تكافؤ الفرص في ولوج مراكز القرار السياسية والاقتصادية والثقافية.

وتميز هذا اللقاء المنظم بمناسبة اليوم العالمي للمرأة، بتكريم الأستاذة والباحثة نفيسة أزلاي مديرة المعهد الوطني للعمل الاجتماعي بطنجة التي تعرضت للفصل بسبب رفضها طلب الوزيرة بسيمة الحقاوي بالتراجع عن قرار صادر في حق طالبة بالمعهد، والممثلة المغربية منال الصديقي المناصرة لقضايا المرأة، وزوجة محمد جلول الذي اعتقل على خلفية أحداث بوعياش، والزهرة وطامو اللتان تعرضتا لجميع أشكال العنف والتهميش وعدم الانصاف نظرا لغياب نصوص قانونية تميهن وتحمي أبناءهن .

رسالة مفتوحة إلى السيد رئيس الحكومة

بعد التحية والتقدير

يشرفني أن أذكركم بأن تصديق المغرب على الاتفاقية الدولية لحماية الأشخاص من الاختفاء القسري بمقتضى قانون ، كان نقطة مضيئة في الولاية التشريعية التي تقودون غمارها ، تحسب لكم كرئيس الحكومة مهمة إخراج المبادرة فيه وترويج الجهود الوطني المعزز بنضال القوى الحية والديموقراطية في الوطن ، غير أنه أتساءل معكم حول جدوى المصادقة دون تفعيلكم لمقتضيات المادة 31 التي تنص في الفقرة الأولى منه علي ما يأتي:

يجوز لكل دولة طرف، عند التصديق على هذه الاتفاقية أو بعده، أن تعلن اعترافها باختصاص اللجنة بتلقي وبحث البلاغات المقدمة من الأفراد الذين يخضعون لولايتها أو المقدمه بالنيابة عن أفراد يخضعون لولايتها ويشتكون من وقوعهم ضحايا لانتهاك هذه الدولة الطرف لأحكام هذه الاتفاقية. ولا تقبل اللجنة أي بلاغ يهيم دولة من الدول الأطراف لم تعلن هذا الاعتراف

لذلك وبمناسبة مرور عشر سنوات على القرار الأممي بصدور الاتفاقية الدولية لحماية الأشخاص من الاختفاء القسري ، وكذا بمناسبة اليوم العالمي للحق في معرفة حقيقة الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان واحترام كرامة الضحايا ، نطالبكم بتتويج ولايتكم الحالية بتفعيل هذا المقتضى الذي لا يكلف خزينة الدولة سوى بصيص من الإرادة الحسنة والقوية ، نتمنى أن يكون تفاعلكم ايجابيا ومتوازيا ومتزامنا مع إرادة **المجلس الوطني لحقوق الإنسان** في الإفراج عن تقريره حول حصيلة مسار الكشف عن الحقيقة حول مآل العشرات من الحالات المسماة عالقة في ملف المختفين قسريا و المجهولي المصير .

وتقبلوا كامل الاحترام والتقدير

مصطفى المنوزي

رئيس المنتدى المغربي من أجل الحقيقة والإنصاف

<http://www.jadidpresse.com/%D8%A3%D8%AC%D8%B1-%D8%B9%D9%85%D9%84-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D8%AC%D9%86%D8%A7%D8%A1-20-%D8%AF%D8%B1%D9%87%D9%85%D8%A7-%D9%81%D9%82%D8%B7-%D9%883000-%D8%B3%D8%AC%D9%8A%D9%86-%D9%85%D8%AE%D8%AA%D9%84/>

بعد المغرب.. الجزائر تنظم ملتقى دولي حول المخدرات

بعد إعلان رئيس جهة طنجة تطوان الحسيمة تنظيم ندوة دولية حول الكيف والمخدرات، أعلنت جهات جزائرية بدورها عن تنظيم حدث مماثل وفي التاريخ نفسه.

وأعلنت منظمة للحامين والديوان الوطني لمكافحة المخدرات تنظيم الملتقى الدولي الأول حول المخدرات، بمدينة تلمسان تحت شعار "ظاهرة المخدرات.. آثارها إقليميا وعالميا وآليات مكافحتها"، ما بين 19 و 20 من مارس الجاري وهو نفس تاريخ تنظيم الندوة المغربية. وتناقلت الصحف الجزائرية خبر تنظيم الملتقى الدولي بتلمسان بمشاركة سبع عشرة دولة، وهيئات مدنية وحكومية، وأعلنت جريدة الوطن الجزائرية حضور القاضية الفدرالية لمقاطعة نيويورك في أمريكا ومشاركين من كندا، ومن النمسا وإسبانيا ومحققين متخصصين في قضايا المخدرات من مكتب الأنتربول من فرنسا. وأضافت الجريدة أن الجهات المنظمة راسلت سفير الرباط بالجزائر، وتقيب منظمة للحامين بالدار البيضاء للحضور، الذي يتم بتأكيد بعد.

ومن المنتظر أن ينظم مجلس جهة طنجة تطوان الحسيمة ندوة دولية حول الكيف والمخدرات، وذلك تحت شعار "جميعاً من أجل بدائل قائمة على التنمية وحقوق الإنسان"، يومي 18 و 19 مارس 2016 بمدينة طنجة.

ويسعى مجلس جهة طنجة عبر تنظيم هذه الندوة الدولية الأولى من نوعها من أجل إتاحة الفرصة لمنتخبي الجهة، التي تعتبر تاريخياً منطقة لإنتاج الكيف في المغرب، والمجتمع المدني المهتم بالموضوع ومزارعي الكيف، لمناقشة الإشكالية للرابطة بسياسة المخدرات.

ومن المنتظر أن يحضر هذا اللقاء عدد من المسؤولين من المغرب، كما من المرتقب أن يشارك فيه ادريس اليزمي رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ونزار بركة رئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي، ومحمد الطوزي رئيس جمعية تاركا للتنمية المستدامة.

ومن الخارج سيحضره خبراء في مجال المخدرات والكيف من المكسيك وجنيف وسويسرا وفرنسا وهولندا وإسبانيا وبوليفيا، إضافة إلى إيرلندا وألمانيا وبولونيا وكولومبيا.



حاورته: ونام فراج

محمد السكتاوي : 2/1 التعذيب جزء من ذاكرتي وهو أقصى درجة وحشية الدولة!

يتحدث محمد السكتاوي، مدير فرع أمنستي المغرب، في هذا الحوار، عن معاناته جراء التعذيب الذي تعرض له خلال سنوات الرصاص، مبينا أنه أقصى درجة انتهاك كرامة الإنسان وحقوقه، فضلا عن تقييمه لإنجازات الحكومة في مجال حقوق الإنسان وما جاء به التقرير السنوي الأخير لمنظمة العفو الدولية..

52124

قبل الشروع في الحديث عن منظمة "أمنستي"، وحقوق الإنسان بالمغرب، نلاحظ اهتماما كبيرا من طرف محمد السكتاوي بالتعذيب والذي يعود لمعاناةكم الشخصية بالسجن، هل يمكنكم مفاستنا هذه التجربة؟

صحيح، عندما أتحدث عن التعذيب فأنا أحس بكل كلمة أقولها وبكل إنسان يعاني من جرائمه، فقد شهدت التعذيب وعشت ظروف السجن الرهيبة في فترة سنوات الرصاص عرفت فيها أصنافا من التنكيل، ولهذا حينما أشتغل الآن على هذا الموضوع فأنا ألم به انطلاقا من تجربتي الشخصية، فهو موضوع يشكل جزءا من ذاكرتي ومن خلاله أركت مقدار أهمية احترام كرامة الإنسان وإعطائها الأولوية في أي برنامج حكومي. فقد خلف التعذيب، الذي شهدته طيلة السنتين، ندوبا على نفسي وجداني أكثر من جسدي فهو أقصى درجة انتهاك لكرامة الإنسان تحس فيه بالفقر والاحترار، والأقوى من هذا وذلك فيه تعبير عن الوحشية الإنسانية وجبن الإنسان، فعندما تجد إنسانا وحيدا في مواجهة الدولة بكل قوتها وأجهزتها وسلطانها فهذا يجسد أعلى درجة الوحشية التي يمكن أن تصل إليها الدولة والتي من المفترض أن تكون جزءا من الماضي الإنساني البدائي.

هل تتذكر بعض أشكال التعذيب التي تعرضت لها خلال سنوات السجن؟

نعم، بالطبع، فقد تعرضت مثلا لما يسمى لدى المعتقلين بـ"الطيارة" وهي أن يتم ربط قدميك ويديك على عمود ووجهك منكفي إلى الأسفل ثم يضغط عليك في وسط ظهرك بأقصى ما يمكن حتى تكاد تنفصل أطرافك، ويتكرر هذا مرات عديدة إلى أن يفقد الإنسان وعيه ويندخل في غيبوبة ثم بعد ذلك يتم رشه بالماء حتى يعود إلى وعيه، كما تعرضت للغطس في سطل مليء بماء المراحيض الوسخ والقذر، بالإضافة إلى وضع خرق بالية متسخة على أنفي لخنقي وهذا من أروع أساليب التعذيب التي عشتها، ولعل أنفي مازال يحمل بعض الندوب (مشيرا إلى جروح مازالت عالقة بانفه) لأن الارتطام مع حاشية السطل كان يؤدي إلى جروح... وحينما أستيقظ من الغيبوبة يقولون لي هذا خيارك فانت اخترت أن تكون مناضلا. انظر إلينا نحن اخترنا شيئا آخر ونعيش في وضع جيد... كما أتذكر أن قاعة التعذيب كانت بمثابة حانة قدرة، فكل الجالدين يكونون في حالة سكر بين إذ لا تشم إلا رائحة الخمر في تلك القاعة وهذا تعبير عن ضعفهم وعدم قدرتهم على مواجهة ما يحدثونه من جرائم في حق المواطنين البسطاء.

صور: إيس برس





بعيدا عن حياة السكتاوي الشخصية وتحدي على يعد أشهر من الولاية الحكومية الحيالية، ما الذي تحقق وما لم يتحقق في مجال حقوق الإنسان بالمغرب؟

يمكن أن نقول إننا عشنا ربيعا حقوقيا قبل مجيء الحكومة الحالية تمثل في التجربة الرائدة المهمة وهي تجربة العدالة الانتقالية وما قامت به هيئة الإنصاف والمصالحة في بحثها عن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان في سنوات الرصاص ما بين 1956 و1999، وعشنا كذلك ربيعا حقوقيا بعودة النقيبين وجبر الضرر للضحايا بالكشف عن جزء كبير من حقيقة سنوات الرصاص وتغيير مفهوم السلطة في عهد الحسن الثاني وعرفنا إثرها سنوات ربيع حقوق الإنسان بالمغرب، إلا أنها لم تستمر بالشكل الذي كنا نتطلع إليه، فقد عرف المغرب حراكا اجتماعيا في صفوف الشباب، وما ميزه أنه سبق لحظة الربيع العربي الذي كان سنة 2011 وعشنا بذلك ربيعا الخاص الذي كان يتميز بفضاء كبير لحرية التعبير والرأي، وبعد أحداث 20

قاعة
التدريب
كانت
مثمرة حانة
قذرة.

فبراير جات الحكومة الحالية وكان من المفترض أن تكون ودية لشعار هذه الحركة الكرامة والحرية والعدالة الاجتماعية) ولهؤلاء الشباب الذين حملوها إلى مقاعد السلطة الأولى في المغرب وأن تستجيب لتطلعات المواطنين المغاربة للتمتع بكامل حقوقهم، لكن مع الأسف لم يتحقق ذلك وهو ما جعل الشباب يخرجون إلى الشوارع مرة أخرى. كما أعلى الخطاب الملكي في 9 مارس تصورا استراتيجيا في مجال حقوق الإنسان يجب أن يسير عليه المغرب وخرج بعد ذلك الدستور إلى حيز الوجود بغض النظر عن بعض البلياضات والثغرات التي استمرت فيه، وسجلها المدافعون عن حقوق الإنسان، إلا أنه يبقى إطارا متقدما لحقوق الإنسان ويوفر منصة قوية للقيام بإصلاح جذري في القانون والحقوق، لكن أكرر القول إن الحكومة كأتت ضعيفة الإرادة السياسية ومثبذية وغير قادرة على تطبيق الدستور على أرض الواقع، وما نحن في السنة الأخيرة من ولايتها ومازلنا نراوح مكاننا إن لم نقل إننا خسرنا الكثير من المكاسب والكثير من الوقت وخسرنا أكثر من ذلك ثقة المواطنين في العملية الديمقراطية.

لكن، هل هذا يعني أن الحكومة لم تحقق شيئا ايجابيا في مجال حقوق الإنسان؟

أقول إننا ربما نراجعنا بالمقارنة مع ما تحقق قبل وصول هذه الحكومة، وبالنظر لما أنجزته فإن الحكومة المغربية الحالية أضعفت الكثير من الفرص ولم تستثمر جيدا، هذا المناخ القوي الذي جاء إثر حركة 20 فبراير وانتفاضة الشباب بل تصاعد اعتداء السلطات على حرية التعبير والتجمع وتأسيس الجمعيات كما أشرنا في تقريرنا الأخير، فاعتقدنا أننا نخلصنا إلى الأبد من اعتقالات أصحاب الرأي الذين تجرأوا على انتقاد سياسة الحكومة، لنجدنا

مازالت مستمرة وبقوة، إذ تم التضييق على منظمات المجتمع المدني وحرمت مجموعة من الجمعيات من الحق في التأسيس والتجمع، نغطي على سبيل المثال ما حصل لمنظمتنا "أمستي انترناشيونال" التي تم منع العديد من أنشطتها ومنع الشباب الذين صنعوا التغيير من تنظيم أنشطة بيداغوجية تربوية في مجال حقوق الإنسان والتي كنا قد دأبنا على تنظيمها منذ سنوات وهذا لا يفهم... المحاكمات أيضا لم تكن تقي بالمعايير العادلة بحيث لاحظنا محاكمة الكثير من الناشطين والصحافيين بعقوبات قاسية فقط لأنهم اختاروا موقع نقد الحكومة، وعلى سبيل المثال حالة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان التي ظل 41 فرعا من فروعها من أصل 90 فرعا محليا بدون تسجيل لأن السلطات الحكومية رفضت ذلك رغم صدور أحكام قضائية تبطل مثل هذه القرارات. دون الحديث عن ما يناله أيضا الصحافيون من اضطهاد وآخره محاكمة نقيب الصحافيين عبد العالي البقالي، وهذا في الحقيقة يجعلنا ننظر إلى سجل الحكومة خلال الأربع سنوات المنصرمة بكثير من الانعاس... من القضايا أيضا التي جعلت الحكومة المغربية تخرج عن مسار استراتيجي حقوق الإنسان هي تعبيرها عن "رهاب" غير مفهوم تجاه المنظمات الدولية لحقوق الإنسان وجعلها للقيم الكونية لحقوق الإنسان تتعارض في نظرها مع القيم الوطنية والهوية الوطنية، وحينما تعبر عن هذا التعارض أو ما سميت به بالرهاب، ففي الحقيقة إننا لنساعد على المزيد من الانفتاح والتغيير في هذا المجال.

هذا التعارض الذي تحدثتم عنه تلمسه دائما في رد الحكومة على تقارير منظمة أمستي فكلما أصدرتم تقريرا لا وتم اتهامكم بالتحميل عليها، ما تعليقكم على ذلك؟
بكل بساطة هو ما عبرت عنه بالرهاب أو فوبيا الحكومة تجاه المنظمة، وهذه الفوبيا لا مبرر لها، فحينما نتهم باننا نخس جهود الحكومة فإن هذه التهمة مجانية تماما للصواب، لأن منحه المنظمة وطريقة عملها لا يتعارض وسياسة الحكومات كما أننا لا نتبنى أيضا هذه السياسات. ●

انتقاد وحده المغرب من يحتج على تقاريرنا!

استغرب محمد السكتاوي، مدير فرع منظمة العفو الدولية بالمغرب-انتقادات الحكومة المستمرة لتقارير المنظمة مؤكدا أنه تم إخضاع 160 دولة في التقرير السنوي الأخير لنفس المنهجية التي اعتمدها أمستي في المغرب، مضيفا "أنه أكثر من ذلك تم التركيز بشكل أكبر على الدول الكبرى مثل الولايات المتحدة الأمريكية والاتحاد الأوروبي التي اعتبرتها المنظمة دولا وضعت مصالحها الضيقة الاقتصادية والمالية في الأولوية قبل مسألة حقوق الإنسان"، إلا أننا، يضيف السكتاوي، لم نسمع من هذه الدول أي احتجاج! ولهذا قلت إن حكومتنا بشكل خاص تعاني من فوبيا حقوق الإنسان "وكان كل صيحة عليهم هم العدو" والأمر ليس كذلك تماما، فنحن لسنا شيوعيين ولا ليبراليين ولا أهل سنة وشيعة، نحن نشغل بخلفية حقوق الإنسان كما تعارف عليها المجتمع الدولي ولا نتج حتى المواثيق الدولية بل نتابع فقط مدى احترام الحكومات لهذه المواثيق التي صادقت عليها". ●

استغراب

تعبير الحكومة عن «رهاب» غير مفهوم تجاه المنظمات الدولية لحقوق الإنسان.



1970
استاذ مادة الفلسفة بالثانوي.

1981
دخل السجن في إطار انتفاضة 20 يونيو.

1984
اعتقل مرة أخرى لمدة سنة في أحداث الشمال.

1994
بدأ العمل كاتب عام للمنظمة أمستي بالمغرب.

2002
أصبح مدير فرع أمستي بالمغرب.





بورتريه.

السكتاوي في سطور

بدأ محمد السكتاوي حياته أستاذًا لمادة الفلسفة سنة 1970، قبل أن يتم اعتقاله سنة 1981 في إطار ما عرف آنذاك بانتفاضة يونيو التي جاءت إثر إضراب عام وطني كانت قد دعت إليه الكنفدرالية الديمقراطية للشغل، فحكم عليه بسنة سجنًا نافذا قضاها بسجن العلو بالرباط حيث شهد أقصى أشكال التعذيب جعلت منه مدافعا عن ضحايا التعذيب بالمغرب، وتسبب ذلك في فصله من مهنة التعليم والوظيفة العمومية ليتجه نحو التدريس في القطاع الخاص ومزاولة الصحافة، دون التخلي عن نضاله الحقوقي، ليتم اعتقاله مرة أخرى، لمدة سنة، إثر أحداث يناير 1984 التي عرفتها مدن شمال المغرب بشكل خاص، احتجاجا على الأوضاع المعيشية التي كان يعاني منها المواطنون آنذاك. عاد السكتاوي للتعليم بعدما تمت تسوية ملف المطرودين من التعليم وتفرغ بعد ذلك إلى العمل الحقوقي حيث شغل منصب كاتب عام لفرع منظمة "أمнести" المغرب، قبل أن يصبح مديرا عاما للفرع سنة 2002، كما أصدر كتابا في مجال القانون والحقوق. ●

قلتم خلال حديثكم عن الحركات الحقوقي بالمغرب والدستور المغربي أنه مازالت تعثره ببياضات ونفقات حقوقية مثل ماذا؟

من بين الانتهاكات التي تحصل الآن في مجال حقوق الإنسان ولا نجد لها تغطية دستورية هي مسألة حرية العقيدة، أو حرية المعتقد، فالدستور المغربي لم يكن واضحا على مستوى نص قاطع فيما يتعلق بحرية المعتقد، إذ نجد أن هذه الحكومة تتحجج بالدفاع عن انتهاكاتها في مجال حرية الرأي والتعبير بذريعة أن ممارسات معينة تخالف هويتنا وعقيدتنا واختيارنا الدستوري فمسألة حرية المعتقد كانت تفرقة كبيرة في العمار الدستوري المغربي. الشيء نفسه في ما يتعلق بحقوق المرأة، بحيث لم يكن هناك حسم دستوري واضح في ما يتعلق بالمساواة بين الجنسين وفقا لمنظورنا الكوني لحقوق الإنسان، فقد ورد في ديباجة هذا الدستور أننا نضع المواثيق الدولية لحقوق الإنسان في موقع السمو، وهذا ما أثار لنا جدلا "بزنطيا" فيه مضيق للوقت حول مسألة الإرث وصرف أنظار المواطنين والرأي العام عن قضايا جوهرية في مجال حقوق الإنسان، فالجلس الوطني لحقوق الإنسان قدم ما يزيد عن 70 توصية، إلا أن الإرث وحده من أحدث جدلا لأن الحكومة المغربية تتعلل بالدستور في عملها. ●

انتقاد

الدستور المغربي لم يحسم في مجموعة من المواضيع

كيف ذلك؟

حينما تتطرق المنظمة لحالة من حالات انتهاك حقوق الإنسان فهذا لا يعني أن أمستى تبني آراء أو أفكار هذا الشخص الذي انتهك حقوقه فهي فقط تراقب أوضاع حقوق الإنسان في البلدان التي تضعها تحت المهر للتعرف هل تراعي التزاماتها الدولية في هذا المجال أو لا، وتقوم المنظمة بتقديم توصياتها لتساعد هذه الحكومة ولتنبيهها إلى الثغرات التي يمكن أن

تطبع سياستها في مجال حقوق الإنسان، ثم إن منظمة العفو الدولية عندما تلمس مبادرة وخطوة إيجابية وملحوظة فهي لا تتوانى في تثنيتها، وعلى سبيل المثال حينما قام المغرب بالمبادرة الرائعة في تأسيس تجربة العدالة الانتقالية فقد رحبت بها المنظمة واعتبرتها رائدة في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا ووضعت نفسها رهن إشارة مؤسسات حقوق الإنسان لدعم هذه المبادرة ومساعدتها على أن تكون في صورة أقوى على غرار باقي التجارب الحقوقية في أمريكا اللاتينية وغيرها، وحينما وصلت هيئة الإنصاف والمصالحة إلى خلاصاتها وبتائجها وأصدرت توصياتها سجلنا تلك التوصيات وقدمنا قراءة للحصيلة التي كانت ربما قوية لأن ما يهمنا أن تكون التجربة كاملة وتفي بكل المعايير التي نقوم عليها العدالة الانتقالية لكن كنا دائما في موقع التقدير الإيجابي لهذه المبادرة، إذن لا يمكن أن

تتهمنا الحكومة بأننا نبخس من عملها وجهودها..

ولا تبخسها.

الحجج الموضوعية لإلغاء اللائحة الوطنية

أضحى الشباب منذ سنوات حاضرا في قلب النقاش السياسي والتداول العمومي. وفعلا رئيسيا في الخطاب السياسي ومحركا جوهريا للرأي العام الافتراضي وأوضحت العديد من الدراسات والأبحاث على أن الرجة الثورية أو ما عُرف إعلاميا بالربيع العربي قاده جيل من الشباب سواء في الحشد أو في التعبئة أو في التدافع اليومي داخل ساحات الاحتجاج ووسط جدران ووسائل التواصل الاجتماعي.

ولما تعود إلى النقاش الذي أثير نتيجة عزم وزارة الداخلية بشأن تعديل جزء من القانون التنظيمي رقم 11-27 المتعلق بمجلس النواب وسيما المواد رقم 1 و5 و23 و85 المنظمة لللائحة الوطنية، طغت إلى السطح أطروحتين متعارضتين، الأطروحة الأولى: تدافع على بقاء اللائحة الوطنية سواء المخصصة للشباب أو النساء باعتبارها تميزا إيجابيا يحمل نوعا من الإرادية التي تصح نفسها حديثا للمؤسسة التشريعية، كما أن فكرة التميز الإيجابي مبنية على تدخل المشرع من أجل تيسير فرص مناسبة ومواتية لفئات لا يسمح لها الاقتراع العام المباشر بصيغته التقليدية بتمثيليتها، ويضيف أنصار اللائحة الوطنية على أنه لا توجد حجج موضوعية لإلغاء اللائحة الوطنية، وفي المقابل هناك أطروحة ثانية: ترفع من أجل إلغاء اللائحة الوطنية على اعتبارها تشكل ريعا سياسيا وتضمن لأصحابها مقاعد برلمانية مريحة ولا تعكس كفاءة النخب، وبدل أن يستفيد منها قواعد ومناضلي الأحزاب تم توظيفها للمقربين من القيادات السياسية.

بناء على التقديم المُشار إليه أعلاه يمكن الإشارة إلى الملاحظات التالية:

- الملاحظة الأولى: نلغت النظر إلى أن إجراء الكوتا الشبابية لم يكن حاضرا سواء في مطالب احتجاجات حركة 20 فبراير، أو في ثنايا خطاب 9 مارس 2011، كما أن مذكرات الأحزاب السياسية والهيئات الشبابية التي رفعت إلى اللجنة الاستشارية لمراجعة الدستور لم تقترح التخصيص على إجراء الكوتا الشبابية، مما يجعل موضوع اللائحة الوطنية المخصصة للشباب موضوع غير مفكرا فيه سواء بالنسبة للمطالب الشبابية أو بالنسبة للفاعلين السياسيين.

- الملاحظة الثانية: لعل المتنبع للدساتير والقوانين الانتخابية المُقارنة، سواء في الديمقراطيات العربية أو الأنظمة السياسية لأمريكا اللاتينية التي خرجت من السلطوية أو الدساتير العربية الجديدة (تونس / مصر)، حيث لا يوجد في الأنظمة السابق ذكرها كل ما يذك على تخصيص كوتا شبابية في البرلمان.

أولا: حجة انعدام العدالة الدستورية

ينص المشرع الدستوري في ديباجة وثيقة 29 يوليو 2011 على مفاهيم: المشاركة والتعددية والمساواة وتكافؤ الفرص والعدالة الاجتماعية والتلازم بين حقوق وواجبات المواطنين.



المفاهيم الدستورية الموماً إليها أعلاه، صارت تُشكل مبادئ فوق دُستورية موجهة للنظام القانوني ولل قضاء الدستوري ولل سلطات العمومية بمفهومها العام وفق ما تُملية بشكل جلي مُقتضيات التند الأول من الفصل السادس من دستور 29 يوليوز 2011، حيث أن القانون هو أسمى تعبير عن إرادة الأمة، والجَميع أشخاصا ذاتيين أو اعتباريين، بما فيهم السُلطات العمومية، مُتساوون أمامه، وملزمون بالامتثال له.

وَحري بنا الإشارة في هذا الصدد، أن تقنية الكوتا سواء المُخصّصة للشباب أو النساء يتم العمل بها في الأول التي تُخصر لمرحلة الانتقال الدستوري أو في الأنظمة السياسية التي تتضمن نصوص دستورية تُحد وتعيق تمثيلية بعض الفئات ولاسيما الأقليات العرقية والدينية. أما في الحالة المغربية فهناك توجه دستوري جديد يُشجع على المُشاركة وفق مبدأ المساواة وتلازم الحقوق مع الواجبات مع الاعتراف الدستوري بأن الانتخابات الحرة والنزيهة والشفافة هي أساس مشروعية التمثيل الديمقراطي.

وبالرغم من التأويل المُهيكل للقانون التنظيمي رقم 11/27 الذي أصدره المجلس الدستوري في قراره الذي يحمل رقم 211/817 المؤرخ في 13 أكتوبر من سنة 2011، ولئن أجاز قرار المجلس الدستوري إجراء الكوتا، فإنه وفقا لذلك اعتبرها تدابير استثنائية مُحدودة في الزمن يتوقف العمل بها بمجرد تحقق الأهداف التي بررت اللجوء إليها وهو أمر يعود تقديره للمشرع الذي يسوغ له أيضا اعتماد تدابير قانونية أخرى، غير أسلوب الدائرة الانتخابية الوطنية، لمواصلة السعي لبلوغ تلك الأهداف. وهو ما يطرح على المُشرع أن يعيد النظر في هذا الإجراء المؤقت، لكون التعويل على تقنية التمييز تؤثر على النظام التمثيلي إذا لم يتم تجاوزها بمبادئ تعكس فلسفة المساواة.

ثانيا: حجة غياب المساطر المنظمة للولوج إلى اللائحة الوطنية.

لما تُطالع القوانين الأساسية والأنظمة الداخلية للأحزاب السياسية وتنظيماتها الموازية سواء المرتبطة بالشبيبة أو بالقطاع النسائي لا نجد فيها مساطر أو إجراءات تُبين وتوضح كيفية اختيار الشباب أو النساء، إذ يلاحظ فراغ وفقر في النصوص المنظمة لمسالك الاستفادة من الترشح في اللائحة الوطنية، مما يجعل منافذ الاستفادة من فرصة الالتحاق باللائحة الوطنية متروكة للسلطة التقديرية المتعسفة والواسعة للقيادات المؤثرة في الأحزاب السياسية، وهذا ما يجعل الممارسة والتطبيقات العملية لإجراء الكوتا ينزاح إلى سيادة ظاهرة الولاءات ويدفع فئة عريضة من الشباب أن تتحول إلى مقطورة تابعة بشكل لا مشروط للقيادات الحزبية، وكل ذلك فتح المجال لممارسات غير ديمقراطية تسيئ لمبدأ التمييز الإيجابي وتؤثر سلبا على حضور الشباب داخل المؤسسات التمثيلية، وهنا يمكن استحضار مقولة شهيرة في القانون المدني المعمق وهي : "أعطني الواقع أعطيك القانون"، وفي واقع اللائحة الوطنية هناك واقع غير ديمقراطي مُرتبط بالولاءات والتبعية و هو ما أشار إليه الباحث هشام كركور في بحثه المعنون "بالشبيبة الحزبية والعمل السياسي الشبيبة الاتحادية وشبيبة العدالة والتنمية نموذجا".

ثالثا: حجة المساواة القانونية

يُعد إجراء الكوتا بشكل عام سواء المخصصة للشباب أو للنساء إجراء يَضرِب في مبدأ المُساواة في الترشح للانتخابات، وبعد خرقا لمبدأ تكافؤ الفرص بين المترشحين، حيث هُناك مُترشحين يرسم الدوائر المحلية في مُقابل مترشحين باللوائح الوطنية، وأن المترشح في الدائرة المحلية مُطالب بمجهودات لا ممدوحة عنها وباستعمال إمكانيات بشرية ومادية أثناء الحملة ويوم الاقتراع، عكس المترشحين في اللائحة الوطنية حيث تكون الحظوظ ميسرة ويعيد عن التنافسية الحقيقية داخل الساحة الانتخابية بمفهومها المتعارف عليه.

لذلك، يدافع معارضو اللائحة الوطنية على أن مطلب إلغائها ليس نابع من تبخيس العمل السياسي، وإنما من أحل ضح روح جديدة في المؤسسات التمثيلية، وجعل الاستحقاقات الانتخابية نابعة من التنافس الشريف والاستحقاق النزاهة ومربوطة بعنصر الكفاءة على اعتبار أن التجربة أبانت عن ممارسة تجعل اللائحة الوطنية بمثابة ريع سياسي.

وفي هذه الحالة، واحتراسا من الاستمرار في الإخلال بالأنظمة الانتخابية باعتبارها قواعد قانونية من النظام العام، يتعين أن تعكس هذه الأخيرة النص الدستوري وأن تتلاءم مع المواثيق الدولية، في أفق استهزاء المشرع بمراجعتها.

رابعا: حجة احتشام القيمة المضافة لللائحة الوطنية.

يُعتبر الأستاذ حسن طارق في كتابه المُعنون "الشباب، السياسة وقضايا الانتقال الديمقراطي " بأن الشباب ليس كتلة مُتجانسة ولا طبقة اجتماعية ولا هوية اقتصادية تقية له..."

كان من المنتظر أن يشكل الشباب صوتة لغئة عريضة من الشباب داخل مجلس النواب، حيث يتضح من خلال تجربة أربع سنوات ونيف كون الشباب لم يشكل كتلة مُوحدة ومنسجمة ترفع من أحل توجيه والدفاع عن السياسات عمومية ذات الصلة بالمواضيع الملتنصة بالشباب من قبيل التشغيل والتعليم والرياضة والمشاركة، وكان من المفترض أن تضغط الفئات الشابة لحظة إعداد ومناقشة البرنامج الحكومي حيث نجد أن الحكومة لم تجعل المسألة الشبانية ضمن محاور أولوياتها، وظهرت محدودية انسجام وتكامل الفئات الشابة خلال مناقشة مشاريع قوانين المالية إلا أن الشباب داخل مجلس النواب تماهى مع مواقف الفرق والمجموعات النيابية التي يمثلها وانشطر داخل تقسيم الحكومة في مُقابل المُعارضة وكان أكثر انضباطا للأحزاب على حساب القضايا المرتبطة بالشباب.

خامسا: حجة غياب الاعتراف المؤسساتي باللائحة الوطنية.

بالاطلاع على التقارير والتوصيات الصادرة عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، وعن المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي لا نجد فيها ما يُتمن أو يدفع في اتجاه الاستمرار في تبني اللائحة الوطنية خاصة المتعلقة بالشباب، ولعله من المفيد هنا الإشارة إلى التفاف وتجاوز الاستراتيجية الوطنية المندمجة للشباب 2015-2030 لللائحة الوطنية المخصصة للشباب، واقترحت مجموعة من



التوصيات في المحور الرابع المعنون بتشجيع المُشاركة الفاعلة للشباب في الحياة الاجتماعية والمدنية وفي صناعة القرار، وبدون أي إشارة إلى اعتماد إجراء اللائحة الوطنية المخصصة للشباب حيث ركزت على ترسيخ قيم المواطنة والانتماء لدى الشباب وتقوية المُشاركة الجموعية المواطنة للشباب وتقوية الكفاءات الجموعية للشباب وإشراك الشباب في صنع القرارات التي تتخذ في إطار السياسات العمومية بشأنه وفي الحكامة المحلية من خلال المجلس الاستشاري للشباب والعمل الجموعي، بالإضافة إلى تشجيع المشاركة السياسية للشباب من خلال دعم الحملات الإخبارية التي تدعو الشباب إلى المشاركة السياسية كناخبين أو كمنتخبين أو كملاحظين. إن تحليلاً لمجموعة من الحجج يجعلنا نخرج بخلاصة أولية (قابلة للنقاش) مَقنضها الجنوح إلى إلغاء أو مُراجعة اللائحة الوطنية المخصصة للشباب، وذلك من أجل تعزيز العمل السياسي للشباب في أفق تأسيس جبهة شبابية ترفع من أجل أن تكون ممثلة بشكل قوي داخل المؤسسات التمثيلية وغيرها، من خلال إخبار الكتاب العامون على منح تركيات للشباب للترشح في اللوائح المحلية والعمل على دفع وزارة الداخلية لتقديم تحفيظات مالية للأحزاب التي ترشح الشباب في مقدمة الدوائر المحلية، وهنا سنكون انتقلنا من مقارنة السعي والتهافت من أجل الكوطة إلى مرحلة المطالبة بالتمثيلية الحقيقية للشباب داخل المشهد السياسي.

أمين السعيد

باحث في القانون الدستوري والعلوم السياسية

جواب الوطني على بان كي مون .. مزيد من تعزيز مصداقية المؤسسات والتقدم في البناء الديمقراطي .

أبي بان كي مون إلا أن يختم ولايته بموقف يكشف أنه كان عليه أن يغادر هذا المنصب قبل هذا الوقت بزمان كبير ..

كيف يعود بان كي مون الى حكاية "تقرير مصير الشعب الصحراوي" مستخدما نفس اللغة والمصطلحات الجزائرية وتابعتها جبهة البوليساريو ؟

كيف ينقلب على الموقف الأممي الرسمي الذي ما فتئت تعبر عنه قرارات مجلس الأمن، أي الدعوة إلى حل سياسي متفاوض حوله بعد أن فشل مخطط الاستفتاء ووصل الى الباب المسدود بسبب مشكل تحديد الهوية ؟

ما الذي اخرس بن كيمون عن وضعية حقوق الانسان في تيندوف ؟ ما الذي أسكته عن قضية احصاء اللاجئين التي جاءت في عدد من تقارير مجلس الأمن ؟ ما الذي أسكته عن تصرف القيادات المنتفذة في البوليساريو في المساعدات وتحويلها عن وجهتها كي تتحول الى سلع تتم المتاجرة فيها وتغني أرصدة أولئك المتحكمين مما صدرت في حقه تقارير عن البرلمان الاوروي ؟

كيف ننتظر من أمين عام راكم سلسلة من الهزائم المتلاحقة والإخفاقات في عدد من الملفات الدولية الساخنة أن ينجح في إيجاد حل لقضية الصحراء بناء على قرارات مجلس الأمن المتلاحقة والتي أكدت منذ زمان بعد أن فشلت مخططات من سبقه وخاصة بيكر ومنها مخطط الاستفتاء على الحل السياسي المتفاوض حوله ؟

لا غرابة ان ينتهي بان كي مون الى هذه المعروفة وهو الذي يجر ذيول الخيبة في كافة الملفات الحارقة التي عاش لظاها العالم في السنوات الاخيرة ! ماذا قدم بان كي مون لشعب سوريا الجريح وبلاده وفي عهده دمرت سوريا وهجر الملايين من ابنائها؟ ماذا فعل لشعب بورما الذي يقتل ويذبح ؟ ماذا فعل كي يحث مجلس الأمن على إحالة ملف جرائم والجرائم ضد الانسانية للنظام السوري على محكمة الجنائيات الدولية ؟ ماذا فعل لكي يجعل العالم أكثر أمنا وهو أمين عام لمنظمة من بين أهم أجهزتها مجلس يسمى بمجلس الأمن ؟ والواقع أن العالم في عهد بان كيمون أصبح أقل استقرارا ؟ لا نريد أن نتابع سيلا من الأسئلة والاستفهامات حول عدد من الملفات التي تنتهك فيها حقوق الانسان وترتكب فيها مجازر ضد الانسان ويمارس فيها الاحتلال الحقيقي كل الانتهاكات في حق شعب اعزل مثلما هو الشأن بالنسبة للشعب الفلسطيني، وعشرات من الأسئلة تطرحها خرجة بان كي مون الأخيرة في آخر ولايته، خرجته عن الحياد المفروض في مسوول أممي النص وخرجته عن مواقف مجلس الأمن فيما يتعلق بالقضية، لكي أريد التأكيد هنا على ثلاث قضايا تلتقي في مسألة واحدة هي أن قضية الوحدة الترابية والسيادة الوطنية سيظل حسمها داخليا: القضية الاولى هي التي ما فتىء جلالة الملك يؤكد عليها وهي ان المغرب في صحرائه والصحراء في مغربها.

والمغرب في صحرائه ليس كمحتل او غاز بل لأن هذا الجزء كان دوما جزءا لا يتجزأ من التراب الوطني والسيادة الوطنية بمنطق التاريخ ومنطق التلاحم بين ساكنة أقاليم الشمال واقاليم الجنوب في العقيدة والولاء لسلطة الدولة المغربية من خلال رباط البيعة، ومن خلال النضال المشترك في مواجهة المستعمر، ومن خلال الأواصر الثقافية وعلاقات المصاهرة، ثم بمنطق ما استثمرت الدولة في تلك الأقاليم، وما أنفقت فيها من اموال باهضة. وتعتبر الأقاليم الجنوبية لجهة الصحراء نموذجا في تفعيل مقتضيات الجهوية الموسعة وهو ما يظهر بوضوح من خلال المخصصات المالية التي ستوجه للجهة في إطار تفعيل النموذج التنموي الجديد والتي تقدر ب 77 مليار درهم.

القضية الثانية وتتعلق بما إذا كان بان كي مون يريد ان ينهي ولايته بخلق شروط جديدة للتوتر من خلال الاصرار عل استمرار أزمة قد يكون إشعال التوتر فيها سببا لاستمرار انعدام الاستقرار في دول شمال افريقيا والساحل والصحراء التي تواجه موجة هوجاء من الإرهاب، مع ما لذلك من تداعيات على استقرار الضفة الشمالية للبحر الأبيض المتوسط وللعالم اجمع، وهو ما سبق لجلالة الملك ان طرحه في خطابه في الدورة السبعين للجمعية العامة للأمم المتحدة في نيويورك في أكتوبر 2015 حيث قال: إن منظمة الأمم المتحدة، التي تحتفل بذكرها السبعين، قد بلغت سن النضج والحكمة والمسؤولية، وأن عملها لا ينبغي أن يكون سببا في زعزعة استقرار الدول التي تساهم في العمل والتعاون متعدد الأطراف. " وحين أكد ان المغرب سيرفض

أي مغامرة غير مسؤولة بخصوص الخلاف الإقليمي حول الصحراء المغربية، موضحا أن العديد من القوى الدولية تدرك تماما، بأن التصورات البعيدة عن الواقع التي تم إعدادها داخل المكاتب، والمقترحات المغلوطة، لا يمكن إلا أن تشكل خطرا على الأوضاع في المنطقة، فهل كان ذلك هو جواب بن كيمون على هذا التحذير، وهل هو اصرار على مواصلة إشعال التوتر وخلق مناطق فاشلة ودول فاشلة حيث ما وضع بن كيمون يده؟

المسألة الثالثة وتعلق بالجبهة الداخلية، وفي هذه النقطة لا اريد ان أكرر جوابا مكرورا حول وحدة هذه الجبهة ، لان هذه ليست مطروحة للنقاش، ولا ينبغي أن تكون موضوع مزايدة أو تشكيك من هذه الجهة أو تلك في " وطنية " هذا الفريق او ذاك من المغاربة الا بعض الشواذ والشاذ لا حكم له .

اليوم قد مرت بضعة أسابيع على الحراك الشبابي ل 20 فبراير 2011 ، وعلى خطاب 9 مارس 2011 . والمغرب انما خرج اكثر قوة وتماسكا لانه راهن على التوجه نحو المستقبل ، اي نحو مواصلة البناء الديمقراطي بدستور متقدم وانتخابات قطعت مع الأساليب القديمة المتمثلة في تدخل الدولة واجهزتها الإدارية تدخلا سافرا مباشرا بما يجعلها تتحكم في نتائجها او من خلال الحياض السليبي الذي يسكت عن الخروقات والاستعمال الحرام للمال او استخدام المال الحرام والمشبوه الأصل !

لقد راهن ايضا على سحب ورقة حقوق الانسان من الدعاية الانفصالية التي هي آخر من نصدق حين يتعلق الامر بحقوق الانسان، من خلال إعمال آليات المراقبة الحقوقية سواء من خلال لجان حقوق الانسان التابعة **المجلس الوطني لحقوق الانسان** في الأقاليم الجنوبية وهو مما نوهت به تقارير سنوية صادرة عن مجلس الأمن حول قضية الصحراء، ومن خلال تمكين بعد الجمعيات الحقوقية في المنطقة رغم خلفيتها السياسية وهويتها الانفصالية ؟؟ .

اصبح المغرب بفضل الله ثم بفضل إصراره على المضي قدما في مجال البناء الديمقراطي واحة للاستقرار والاستثمار والتنمية مؤهلا للالتحاق بركب الدول الصاعدة في الوقت الذي تتوجه فيه دول الجوار الاقليمي والبعيد الى آفاق مجهولة العواقب .

أصبح المغرب نموذجا ومضرب أمثال وأملا للمثقفين والسياسيين من العلمانيين والإسلاميين والقوميين والمستقلين عن اي توجه سياسي من هؤلاء . وأصبح بالنسبة للأوروبيين ومسؤوليتهم ومثقفهم دليلا حيا عما يصطلحون على تسميته ب" الأمن الديمقراطي " باعتبار ان الاستثمار في مجال دعم الديمقراطية وحقوق الانسان ودولة الحق والقانون هو استثمار في الأمن لا يقل استثمارا من الإنفاق على الجيوش والمخابرات واجهزة مراقبة الحدود انما عناصر القوة في الموقف المغربي : ولاء تاريخي للدولة المغربية، ارتباط عضوي بين الشمال والجنوب تاريخا ونسبا وثقافة ونضالا مشتركا ضد الاستعمار، إجماع وطني حول القضية، وتعزيز للديمقراطية ومشاركة السكان في تدبير شؤونهم من خلال الهوية الموسعة وتخصيصا للاعتمادات اللازمة من اجل إطلاق النموذج الجديد في التنمية ، وانفتاح من حل سياسي متفاوض عليه قدم المغرب دليلا عمليا عنه من خلال مبادرة مشروع الحكم الذاتي .

هي اذن مقارنة التقدم في الاصلاحات وتعزيز مسار البناء الديمقراطي، كخطوة ملازمة في مسلسل مواجهة استهداف خصومنا لوحدتنا الترابية، فكل انتكاسة في مسار البناء الديمقراطي من شأنه أن يلقي ظللا كبيرة من الشك حول جدية بلادنا في تفعيل الحكم الذاتي كحل ديمقراطي .

والذين يسعون على المستوى الداخلي بالرجوع الى الوراء في هذا المجال، ويريدون تقزيم القوانين الانتخابية على مقاساتهم ولو أدى ذلك للتراجع الى الوراء اي اعتماد قوانين تكون نتيجتها مزيدا من البلقنة للمؤسسات وازعاف دورها ومصداقيتها ، هؤلاء لن يكونوا مؤهلين لاستحضار ما يتهدد استكمال المغرب لوحدته الترابية !!

الذين يريدون للتحكم ان يرجع الى الساحة السياسية بكل مساوئه التي كانت السبب في خروج الشباب الى الشارع والمطالبة باسقاط الفساد والاستبداد يقامرون بكل هذا الرصيد من المصداقية، وكل هذه المكاسب التي تجعل المغاربة فخورين بانتمائهم الوطني وبتجربتهم التي هي موضع إعجاب وترقب في العالمين العربي والإسلامي .

الجواب الوطني على بان كي مون فضلا عن وحدة الصف الداخلي مزيد من الاصلاحات ومزيد من التقدم في البناء الديمقراطي وتعزيز مصداقية المؤسسات .

http://www.khemissetcourrier.com/2016/03/blog-post_762.html



Réforme du système pénitentiaire

Humaniser les conditions de détention

17912/4
Une convention de partenariat a été signée, vendredi à Rabat, par la Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion (DGAPR), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Ambassade du Japon au Maroc, afin de soutenir la réforme du système pénitentiaire national.

Cette convention a été signée par le délégué général de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion, M. Mohamed Salah Tamek, le représentant résident du PNUD

au Maroc, M. Philippe Poinso, en présence de M. Hideki Uezono, chargé d'affaires à l'ambassade du Japon à Rabat.

A cet effet, un montant de 5 millions de dollars a été alloué à ce programme qui s'étale sur 5 ans et qui profitera de l'accompagnement technique de la Rabita Mohammadia des Ouléma et du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), précise un communiqué de la DGAPR.

Les objectifs de cette convention consistent en le renforcement de l'humanisation des

conditions de détention, la préparation des détenus à une meilleure réinsertion, ainsi que la modernisation de l'administration pénitentiaire et l'inclusion des concepts relatifs aux droits humains et de l'approche genre dans la formation du personnel pénitentiaire. Intervenant à cette occasion, M. Tamek a mis en exergue l'importance de ce programme de soutien à la réforme du système pénitentiaire, exprimant la disposition de la DGAPR à poursuivre la coopération dans tous les domaines concernés par cette convention.

LA CGEM SE PENCHE SUR LA PARITÉ AU SEIN DE L'ENTREPRISE

13/03/16 publié par SB

Les écarts entre les hommes et les femmes dans le domaine de l'emploi sont toujours présents, et malgré les efforts des associations pour atteindre une vraie parité, beaucoup reste à faire.

A l'occasion de la journée de la femme, la CGEM a organisé une rencontre, mercredi 9 mars, sous le thème « Parité & égalité : Quelles réalités et quelles stratégies managériales des entreprises », sous la présidence de Miriem Bensalah-Chaqroun. Cet événement était l'occasion de présenter la situation de la parité au Maroc et discuter des obstacles qui lui bloquent le chemin.

Dans son intervention, la présidente de la CGEM a déclaré que la question de la parité était toujours d'actualité même dans les pays les plus développés, précisant qu'une dynamique d'ajustement était tout de même en marche.

«Au Maroc, nous en sommes encore loin, mais il y a une prise de conscience, du fait que la parité est un enjeu capital pour le développement de la société marocaine, avec ses différentes composantes, et la composante économique occupe un rôle essentiel dans cette dynamique», a-t-elle expliqué.

Mme Bensalah a aussi souligné que l'article 164 de la Constitution s'aligne à la cause de la parité notamment à travers l'APALD (Autorité de la Parité et de lutte contre toutes les formes de discrimination) qui constitue l'une des quatre institutions nationales de « Protection et de promotion des droits de l'Homme ».

Présente à cette rencontre, Hajbouha Zoubeïr vice présidente de la Commission permanente chargée des affaires sociales et de la solidarité du Conseil économique, social et environnemental (CESE) et membre de la CGEM, a déclaré que le projet de loi relatif à l'APALD, n'a pas été discuté avec le **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** et reste au-dessous des attentes.

Selon elle, les attributions de cette instance sont limitées dans le projet de loi, et elle considère qu'il y a matière de développer encore cet aspect et donner plus d'attribution à cette autorité pour qu'elle soit réellement une.

«L'APALD doit se doter de moyens humains et financiers assez clairs et transparents, et il faut qu'elle soit une structure forte pour qu'elle puisse jouer son rôle pleinement pour le développement de la situation de l'égalité homme-femme dans notre pays», a-t-elle souligné.

Miriem Bensalah-Chaqroun a également rappelé les pratiques suivies au sein de la Confédération dans ce sens, notamment depuis les statuts de la Confédération adoptés en avril 2012, qui ont introduit la parité au niveau des différents organes décisionnels, concernant la désignation des membres cooptés au niveau du Conseil d'Administration et du Conseil National de l'Entreprise.

«Nous observons par ailleurs un mouvement volontaire vers la parité au niveau des Commissions permanentes et CGEM Régions. Cela sans parler de l'équipe permanente des salariés de la confédération qui est composée de femmes à 60%», a déclaré Mme Bensalah.

Aussi, la commission RSE de la CGEM a développé en partenariat avec l'entreprise MSI, dans le cadre d'un appel d'offre lancé par le Département Américain du travail (USDOL), le projet «Wad3éyati» qui est en cours de déploiement.

«Wad3éyati» est un programme d'accompagnement destiné aux entreprises pour diminuer la discrimination et améliorer la situation de la femme dans les entreprises explique Said Sekkat, le président de la Commission RSE.

<http://Int.ma/la-cgem-se-penche-sur-la-parite-au-sein-de-lentreprise/>

Droits de l'Homme au Maroc : L'UE s'inquiète

Dimanche 13 Mars 2016 15:40

L'Union européenne (UE) a exprimé ses "préoccupations" à l'égard de la situation des droits de l'Homme au Maroc, notamment dans le domaine de la liberté d'expression et de la presse, la liberté d'association et de réunion ainsi que la détention dans les prisons. "L'UE exprime ses préoccupations au sujet des questions relatives aux droits de l'Homme dans le cadre de notre dialogue politique régulier avec les autorités marocaines, et en particulier dans le cadre du sous-comité des droits de l'Homme, la démocratie et la gouvernance", a écrit la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, dans sa réponse samedi aux eurodéputés Juan Carlos Girauta Vidal et Javier Nart qui l'interpellaient sur l'expulsion du Maroc en septembre dernier de l'avocat espagnol Luis Mangrané Cuevas au moment où il s'apprêtait à se rendre dans les territoires sahraouis occupés. La Haute représentante de l'UE aux affaires étrangères et la politique de sécurité a assuré, à ce titre, que l'Union "suit de près la situation des droits de l'Homme au Maroc", notamment par le biais de sa délégation à Rabat qui est en contact permanent avec les organisations de la société civile, les défenseurs des droits de l'Homme, **le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** et la Délégation interministérielle des droits de l'Homme (DID). "La question du respect de la liberté d'association et de réunion, la liberté d'expression et des conditions de la détention dans les prisons marocaines sont régulièrement soulevées dans le cadre de notre dialogue politique, en particulier dans le cadre du sous-comité des droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance", a-t-elle encore assuré dans sa réponse à ces eurodéputés qui dénonçaient la suspension par le gouvernement marocain des activités de l'ONG Human Rights Watch.

http://www.lexpressiondz.com/linformation_en_continue/237309-droits-de-l%E2%80%99homme-au-maroc-:-l%E2%80%99ue-s%E2%80%99inqui%C3%A8te.html